

DE LA RHETORIQUE À L'ACTION

BERNE
30 septembre
et 1^{er} octobre
2015
SUISSE

RENFORCEMENT DES DROITS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES

DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS

DE LA RHETORIQUE À L'ACTION

Renforcement des droits à la terre et aux ressources des peuples autochtones et des communautés

Organisée par :

L'Initiative des Droits et des Ressources (Rights and Resources Initiative ou RRI, en anglais),
La Coalition internationale pour l'accès à la terre (International Land Coalition ou ILC, en anglais),
Oxfam et Helvetas Swiss Intercooperation

Le manque de clarté et de reconnaissance des droits fonciers et droits aux ressources des communautés à travers les pays en voie de développement nuit au progrès dans les domaines du développement social et économique, des droits de l'homme, de la paix, de la sécurité alimentaire, de la préservation de l'environnement, ainsi qu'à notre capacité à faire face aux changements climatiques et à les endiguer. Près de la moitié des zones rurales, forestières et arides des pays en voie de développement font l'objet de conflits de propriété, ce qui pèse sur l'existence et la subsistance de plus de deux milliards de personnes. Ces terres, qui renferment le sol, l'eau, le carbone et les ressources minérales essentiels à l'avenir de toute l'humanité, sont les cibles de prédilection des investissements à croissance rapide dans les groupes industriels de l'agroalimentaire, et la production minière, pétrolière et gazière, et hydroélectrique.

En 2013, près de 200 personnes se sont réunies à Interlaken, en Suisse, pour élaborer des stratégies visant à renforcer les efforts collectifs déployés pour relever ces défis et capitaliser sur les opportunités actuelles susceptibles d'améliorer les droits fonciers des communautés du monde entier. La conférence a rassemblé un vaste panel de parties prenantes, notamment des gouvernements, des communautés locales, des organisations de peuples autochtones, des sociétés actives dans les industries de l'agroalimentaire et des ressources, ainsi que des groupes de préservation. En ont découlé de nouvelles collaborations : autant de jalons dans le programme d'amélioration des droits fonciers des communautés.

Deux ans ont passé et le moment est venu de faire le point sur les progrès accomplis. S'appuyant sur l'héritage de la conférence d'Interlaken, l'édition organisée à Berne part du constat qu'il est temps de passer de l'étape de défense et de sensibilisation à celle de mise en œuvre concrète. Comme l'ont montré des engagements pris récemment au niveau international, notamment ceux de la Déclaration de New York sur les forêts datant de septembre 2014, la protection des droits fonciers et de la tenure sur les ressources soulève de plus en plus d'inquiétudes et constitue désormais une priorité du développement mondial. Reste encore à passer de la rhétorique à l'action. Or, pour obtenir des avancées en matière de droits fonciers et sur les ressources communautaires, il convient de faire davantage attention à la concrétisation des engagements.

page
02

Objectifs et
coorganisateur

page
08

JOUR 01:
Descriptions

page
04

JOUR 01:
Programme

page
20

JOUR 02:
Descriptions

page
06

JOUR 02:
Programme

page
30

Plans de l'hôtel

- 01 Progresser concrètement au niveau des opportunités d'amélioration de la mise en œuvre au niveau national
- 02 Renforcer les efforts déployés actuellement afin de protéger les droits fonciers des communautés et peuples autochtones
- 03 Instaurer un forum propice au développement de nouvelles collaborations et alliances entre les différents acteurs et personnes intéressées autour des questions de la tenure foncière communautaire et autochtone
- 04 Générer des informations, des idées et des stratégies afin de façonner les investissements et politiques de manière à ce qu'ils soutiennent davantage la tenure locale foncière et des ressources
- 05 Faire le point sur les progrès mondiaux réalisés par rapport à l'objectif qui vise à doubler la superficie des terres reconnues comme étant possédées ou contrôlées par les peuples autochtones et les communautés locales

COORGANISATEURS

DE LA CONFÉRENCE



L'Initiative des Droits et Ressources (RRI) est une coalition regroupant 13 partenaires et plus de 150 collaborateurs menant des actions dans leurs domaines d'expertise régionale et thématique. Leur mission vise à soutenir les communautés locales et peuples autochtones dans leur combat contre la pauvreté et la marginalisation. Il s'agit pour cela de promouvoir davantage d'engagements et de mesures à l'échelle mondiale en faveur de réformes des politiques, marchés et législations visant à protéger les droits de ces peuples et communautés à posséder, contrôler et exploiter les ressources naturelles, notamment foncières et forestières. Pour plus d'informations, visitez www.rightsandresources.org

La Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) est une alliance mondiale de la société civile et d'organisations intergouvernementales œuvrant ensemble à promouvoir un accès protégé et équitable, et un contrôle des terres au profit des femmes et hommes pauvres, par le biais de mesures de défense, d'un dialogue, d'un partage de connaissances et d'un renforcement des capacités. Pour plus d'informations, visitez www.landcoalition.org

Oxfam est une confédération internationale regroupant 17 entités organisées en réseau, réparties dans plus de 90 pays, et rassemblées autour d'une volonté mondiale de changement et d'instauration d'un avenir qui ne laissera plus de place à l'injustice que représente la pauvreté. Ces entités collaborent directement avec les communautés et tentent d'influencer les puissants afin que les démunis voient leur existence et leur subsistance s'améliorer et qu'ils aient voix au chapitre dans les décisions qui les concernent. Pour plus d'informations, visitez www.oxfam.org

Les projets de développement de HELVETAS Swiss Intercooperation ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des femmes et hommes issus de communautés défavorisées de manière directe et durable. L'idée est de renforcer leurs capacités afin qu'ils aient d'une part le contrôle de leur vie et d'autre part les compétences, ressources et opportunités leur garantissant de mener une existence décente. Pour plus d'informations, visitez le site www.helvetas.org

08:00 - 11:00

Inscription

09:00 - 10:00

Session plénière d'ouverture :

pg 08 Allocution de bienvenue et mise en contexte par les coorganisateur (RRI, ILC, Oxfam et Helvetas Swiss Intercooperation). Discours d'introduction et allocution liminaire

Kursaal Arena

10:00 - 10:30

Pause café

Forum West

10:30 - 12:00

Sessions stratégiques

pg 08 Cartes foncières communautaires et sécurité de la tenure

Vivace 1

pg 09 Renforcement des capacités légales afin de protéger les droits fonciers des communautés et peuple autochtones

Vivace 3

pg 11 Expansion et utilisation des mesures prises dans le secteur privé pour protéger les droits fonciers communautaires

Vivace 4

pg 12 Expansion de l'engagement des acteurs de la conservation en matière de protection des droits fonciers des communautés et peuples autochtones

Vivace 5

pg 14 Renforcement des droits à la terre et aux ressources des femmes

Vivace 6

pg 16 Classement en tant que priorité mondiale des droits communautaires et autochtones sur les terres et les ressources

Bellavista 2

12:00 - 13:30

Déjeuner

Forum West

12:00 - 13:30

Événements annexes

pg 17 Lancement de la série de vidéos *Territories of Life* et discussion sur *Plan de Vida* : Une approche sur le long terme de la protection des territoires autochtones (Cabildo Misak et LifeMosaic)

Vivace 1

pg 18 Renforcement des partenariats afin d'améliorer les capacités de la société civile en matière de gestion des ressources naturelles en Afrique (Maliasili Initiatives et Well Grounded)

Vivace 3

pg 20 La Gestion foncière de la région du Mékong : Les initiatives en matière de tenure coutumière (LEI et Gret)

Vivace 4

pg 20 Sensibilité aux conflits : Une priorité pour les organisations de défense des droits sur les ressources naturelles (Bureau d'assistance de l'Agence suédoise de développement international pour les questions de sécurité humaine)

Vivace 5

pg 21 Donner une impulsion à l'Appel mondial à l'action pour les droits fonciers des Peuples Autochtones et des communautés (Groupe de pilotage de l'Appel mondial à l'action pour les droits fonciers des Peuples Autochtones et des communautés)

Vivace 6

13:30 - 15:00

Sessions stratégiques (suite)

15:00 - 15:30

Pause café

Forum West

15:30 - 17:00

Sessions stratégiques (suite)

17:00 - 18:00

pg 22 Compte-rendu des sessions stratégiques

Kursaal Arena

18:00 - 20:00

Réception

Forum West

09:00-10:30

Panel des populations autochtones

pg 22 Stratégies pour la promotion de la bonne gouvernance et des droits fonciers des peuples autochtones dans les initiatives pour faire face au changement climatique

Kursaal Arena

10:30-11:00

Pause café

Forum West

11:00-12:30

Session Plénière

pg 23 Vers la pleine reconnaissance des droits fonciers en Amérique latine : Défis et opportunités dans le contexte de la Colombie et du Pérou, deux nouvelles économies émergentes

Kursaal Arena

12:30-14:00

Déjeuner

Forum West

13:00-14:00

Événements annexes

pg 24 Transparence des transactions foncières : Aperçu de OpenLandContracts.org (Columbia Center on Sustainable Investment)

Vivace 1

pg 25 Révolution des données libres : Un paysage des droits fonciers communautaires transformé (Land Portal)

Vivace 4

pg 26 Share Fair (Coalition internationale pour l'accès à la terre)

Vivace 6

14:00-15:30

Session Plénière

pg 27 Moment décisif en Afrique : Comment faire du droit foncier une réalité ?

Kursaal Arena

15:30-17:00

Session Plénière

pg 28 Pleine exploitation du potentiel en Asie : Accélération de la reconnaissance de la tenure foncière communautaire dans deux des plus grandes démocraties au monde

Kursaal Arena

17:00-18:00

Session plénière de fermeture

pg 29 Conclusion et déclarations de clôture

Kursaal Arena

18:30-21:00

Atelier

pg 39 S'assurer de la sensibilité aux conflits des organisations de défense des droits sur les ressources naturelles : Mise au point de politiques institutionnelles, de capacités et de systèmes (Bureau d'assistance de l'Agence suédoise de développement international pour les questions de sécurité humaine)

Vivace 6

09:00-10:00

Session plénière d'ouverture

Kursaal Arena

La session plénière d'ouverture donnera officiellement le coup d'envoi de la conférence. Les coorganisateur accueilleront le public, planteront le décor et fourniront une présentation de la conférence et de ses objectifs. La session plénière d'ouverture s'articulera autour de l'allocation liminaire.

Accueil par les coorganisateur :

M. Andy White, coordinateur, Initiative des Droits et Ressources
 M. Michael Taylor, directeur, Coalition internationale pour l'accès à la terre
 M. Duncan Pruett, conseiller en politique foncière, Oxfam
 Mr. Melchior Lengsfeld, directeur exécutif, Helvetas Swiss Intercooperation

Allocation liminaire : Mme Vicky Tauli-Corpuz, rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

10:00-12:00

SESSIONS STRATEGIQUES

Vivace 1

Cartes foncières communautaires et sécurité de la tenure

Les peuples autochtones et communautés locales (ainsi que les organisations de la société civile) du monde entier s'intéressent de plus en plus à la cartographie des frontières de leurs terres. Plusieurs raisons expliquent cette urgence à cartographier, notamment l'importance que revêtent les cartes dans la mise au point de plans locaux de gestion du territoire, la nécessité de disposer de cartes pour recevoir une documentation formelle de la part du gouvernement, le coût faible (et qui ne cesse de diminuer) des nouvelles procédures et technologies de cartographie (GPS, drones, etc.) et les nouveaux fonds consacrés par les agences d'aide au développement afin de participer aux coûts de cartographie des terres communautaires.

Les défenseurs et professionnels avancent que les cartes augmentent la sécurité de la tenure et aident les peuples autochtones et communautés à protéger leurs terres des étrangers et expropriations arbitraires. De plus en plus de faits anecdotiques et d'études de cas provenant d'Amérique latine, d'Afrique et

d'Asie viennent appuyer le rôle important joué par les cartes dans la sécurité de la tenure. Cette session regroupera un panel de 4 experts qui viendront discuter du rôle des cartes communautaires dans la sécurité de la tenure.

Il sera demandé à chaque intervenant de parler de la manière dont les peuples autochtones et communautés utilisent leurs cartes pour protéger leurs terres. Suite aux présentations, l'heure sera aux questions/réponses et aux discussions. À l'issue de la session, chacun disposera ainsi d'une liste de modes d'utilisation des cartes par les communautés dans le but de protéger leurs terres.

Intervenants :

M. Joe Eisen, coordinateur des études et politiques, Rainforest Foundation UK
 Mme Ghanimat Azhdari, experte senior – SIG participatif, CENESTA/ UniNOMAD
 M. Richard Smith, directeur, Instituto del Bien Común
 M. Téodyl Nkuintchua, coordinateur de programmes, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)



Organisateurs :

World Resources Institute, Instituto del Bien Común, et The Center for Sustainable Development (CENESTA).

** Cette session se déroulera uniquement en anglais.*

Vivace 3

Renforcement des capacités légales afin de protéger les droits fonciers des communautés et peuple autochtones

Nombreux sont les peuples autochtones et les communautés rurales du monde entier à ne pas posséder de droits de tenure protégés sur des terres sur lesquelles ils vivent pourtant depuis des générations. Face à l'augmentation des pressions commerciales qui s'exercent sur les terres, les communautés encourent le risque d'être dépossédées, ce qui nuira à leur subsistance et au respect des droits de l'homme en matière de nourriture et d'habitat.

Dans de nombreuses régions du monde, des groupes de citoyens sont de plus en plus nombreux à prendre des mesures afin de protéger les droits fonciers des communautés et peuples autochtones. Des engagements ont été pris tant au niveau national qu'international pour reconnaître ces droits. L'enjeu est cependant à présent d'améliorer les approches locales et de concrétiser les engagements. Cette session rassemblera des professionnels venus partager les enseignements tirés d'approches communautaires efficaces visant à protéger les droits fonciers communautaires et autochtones, et discuter de la manière dont ces approches peuvent être améliorées et répliquées. La session débutera par l'allocution de cinq intervenants venus partager leurs expériences personnelles. Suite aux présentations, l'heure sera aux questions/réponses et aux discussions élargies.

Modératrices :

Mme Joji Carino, directrice, Forest Peoples Programme
Mme Philippine Sutz, chercheuse en chef, Institut international pour l'environnement et le développement

Intervenants :

M. Peter Kitelo, facilitateur, Kenya Forest Indigenous Peoples Network (Réseau des peuples autochtones des forêts kenyanes) et cofondateur, Chepkitala Indigenous People Development Project (Projet de développement des peuples autochtones de Chepkitala)
M. Dico Luckyharto, agent de projet, Forest Peoples Programme
M. Bashir Twesigye, directeur exécutif, Civic Response on Environment & Development (Réponse civique aux questions d'environnement et de développement)
M. Issufo Tankar, coordinateur technique - Programme foncier, foresterie et biodiversité, Centro Terra Viva



Organisateurs :

Forest Peoples Programme et l'International Institute for Environment and Development.

* Cette session se déroulera uniquement en anglais.

Vivace 4

Expansion et utilisation des mesures prises dans le secteur privé pour protéger les droits fonciers communautaires

Le secteur privé regroupe différents acteurs aux intérêts divergents : alors que certains s'efforcent d'améliorer la situation, d'autres tirent parti de la gestion médiocre de la tenure. L'émergence de mesures de protection, de normes, ainsi que de mécanismes de transparence et de responsabilité, démontre (et a encouragé) la place grandissante que les principaux investisseurs et entreprises accordent aux communautés et à leurs droits sur les terres et les ressources au sein des modèles économiques, des chaînes d'approvisionnement et des décisions d'investissement. Non seulement ces efforts aident les sociétés à assumer leurs responsabilités en tant que citoyens du monde et à contribuer au développement local, mais ils se sont avérés également bénéfiques aux affaires. Toutefois, ce comportement plein de promesses est loin d'être répandu et nombreux sont les acteurs du secteur privé à continuer de rechercher des opportunités d'investissement en profitant des lacunes de gestion. Or, ces abus n'ont que peu de chance d'être punis.

Cette session établit le fait que le secteur privé constitue une force de plus en plus vaste et de plus en plus déterminante dans le façonnage des droits fonciers locaux, moyens de subsistance et voies de développement dans les zones rurales des pays en voie de développement. Pour que ces droits soient mieux reconnus, il est essentiel que des entités du secteur privé renforcent le soutien qu'elles offrent aux entreprises rurales, sous la forme d'investissements ou d'exploitation, aussi bien au niveau national que mondial.

La session poursuit les objectifs suivants : 1) Faire état des résultats et initiatives du groupe Interlaken visant à exploiter les mesures prises par les entreprises et les investisseurs en faveur des droits fonciers communautaires depuis 2013 ; 2) Laisser la parole aux entreprises, investisseurs, donateurs et OCS concernant les pratiques émergentes et initiatives prises par le secteur privé en tant que signe de leur soutien aux droits fonciers locaux ; 3) Consigner les nouvelles orientations visant à l'élargissement des mesures prises à cet égard par le secteur privé.

Coprésidents :

M. Andy White, coordinateur, Initiative des Droits et Ressources
M. Mark Constantine, stratège en chef du Département mondial

d'agroalimentaire, de fabrication et de services, Société Financière Internationale

Intervenants :

- M. Duncan Pollard, vice-président adjoint responsable de l'engagement des parties prenantes, Nestlé
- M. Chris Anderson, directeur, Yirri Global (anciennement avec Rio Tinto)
- Mme Iris Krebber, responsable senior de la politique foncière, Département du Développement international Royaume-Uni
- M. Lou Munden, fondateur, TMP Systems
- Mme Megan MacInnes, conseiller financier, Global Witness
- M. Andiko Mancayo, associé principal, AsM Law Offices
- M. David Bledsoe, directeur senior des partenariats du programme, Landesa
- M. Ben Bowie, associé, TMP Systems
- M. Avrim Lazar, consultant indépendant
- M. Marc Eckstein, directeur, Groupe de responsabilité sociale et environnementale, CDC
- M. Arvind Khare, directeur exécutif, Initiative des Droits et Ressources

Organisateurs :

Initiative des Droits et Ressources et la Société Financière Internationale



* Cette session se déroulera uniquement en anglais.

Expansion de l'engagement des acteurs de la conservation en matière de protection des droits fonciers des communautés et peuples autochtones

Les efforts mondiaux consentis en matière de conservation exercent une influence majeure sur la tenure et l'exploitation des terres et des ressources, s'accompagnant d'un vaste éventail d'interactions aussi bien positives que négatives avec les droits fonciers autochtones et communautaires dans différents contextes.

De plus en plus, les défenseurs et agences de conservation reconnaissent la nécessité de respecter en permanence et de renforcer les droits sur les terres et ressources des peuples autochtones et communautés locales dans le cadre des stratégies de préservation. Toutefois, des évaluations portant sur les relations existant entre les droits fonciers communautaires et politiques et pratiques de conservation au niveau national montrent qu'il reste encore fort à faire en matière de mise en œuvre de cette reconnaissance grandissante dans certains contextes nationaux.

Cette session stratégique s'intéressera en priorité aux contextes nationaux dans lesquels il existe des opportunités clés et perspectives politiques d'amélioration des droits fonciers communautaires, en matière de conservation, en encourageant un dialogue interactif et concret entre les responsables autochtones et communautaires, les professionnels de la préservation, les défenseurs de la société civile et d'autres experts de ces questions. Plusieurs intervenants impliqués dans l'amélioration des droits fonciers et les réformes de conservation dans des contextes nationaux clés présenteront leurs opportunités et difficultés actuelles, les stratégies, les obstacles et les voies à explorer. Par le biais de discussions, la session permettra aux participants d'identifier et de développer les mesures concrètes et collaborations élargies nécessaires pour que ces réformes nationales progressent. La session se conclura par un plan d'action regroupant les prochaines étapes et tenant compte de la contribution que peuvent apporter les initiatives internationales et leviers politiques à la promotion et à l'amélioration de l'engagement en matière de conservation dans les efforts déployés au niveau national pour protéger les droits fonciers autochtones et communautaires.

Coprésidents :

- Mme Vicky Tauli-Corpuz, rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
- M. Gonzalo Oviedo, conseiller senior en matière de politique sociale, Union internationale pour la conservation de la nature

Intervenants :

- Mme Nonette Royo, directrice exécutive, The Samdhana Institute
- M. Tushar Dash, agent de programme, Vasundhara
- Mr. Kanyinke Sena, en charge de REDD+, Comité de coordination

des peuples autochtones d'Afrique (IPACC)
 Mme Jenny Springer, consultante, Initiative des Droits et
 Ressources



Organisateurs :
 L'Initiative des Droits et Ressources, l'Union internationale pour la
 conservation de la nature et le Centre international des peuples
 autochtones pour la recherche politique et l'éducation (Tebtebba)

* Cette session se déroulera uniquement en anglais.

Vivace 6

Renforcement des droits à la terre et aux ressources des femmes

L'objectif de développement durable numéro cinq, à savoir
 l'autonomie des sexes, exige d'instaurer l'égalité des sexes et de
 permettre à toutes les femmes et filles d'être autonomes. Suivant
 immédiatement le sommet des Nations Unies en septembre qui
 devrait voir l'adoption des objectifs du développement durable, cette
 session au sein de la conférence de Berne consacrée aux droits sur
 les terres et ressources sera l'occasion de revenir sur les progrès
 réalisés en matière de reconnaissance des droits fonciers des
 femmes tant dans les systèmes de tenure écrits que coutumiers.
 Un fait établi : au niveau mondial, la plupart des terres privées
 sont aux mains des hommes, les femmes n'y ayant généralement
 accès que par l'ascendance mâle. Cette situation rend les femmes
 célibataires, divorcées ou veuves particulièrement vulnérables. Les
 mêmes schémas se retrouvent aussi largement dans les systèmes
 communautaires de tenure forestière et foncière même si la situation
 est souvent plus nuancée et complexe. Plutôt que de se concentrer
 sur les droits per se des femmes sur les terres et les ressources et
 sur la variété des exemples de facto et de jure à travers le monde,
 cette session s'intéressera à l'environnement qu'il est nécessaire
 d'instaurer pour que les femmes puissent revendiquer leurs droits
 sur les terres et en particulier sur les ressources forestières. Nous
 aborderons la question du rôle des différentes parties prenantes et

la manière pratique dont il est possible de renforcer les capacités au
 niveau de la communauté, de la société civile, du secteur privé et du
 gouvernement afin de faire en sorte que les droits des femmes soient
 connus, que leur importance soit comprise et que les femmes aient
 autant que les hommes voix au chapitre dans les prises de décisions
 qui concernent les ressources forestières. La session tend à définir
 des manières de promouvoir l'instauration d'un environnement plus
 propice à l'engagement à part entière des femmes dans les prises de
 décision qui concernent l'exploitation et la gestion des terres.

Intervenants :
 M. Herman Wijethunge, organisateur, National Fisheries Solidarity
 Movement (Mouvement solidaire des pêcheurs nationaux)
 Mme Lucila Pautrat, ingénieure en foresterie, Sociedad Peruana de
 Ecodesarrollo
 M. Duncan Pollard, vice-président associé - Engagement des parties
 prenantes, Nestlé
 M. Frédéric Djinadja, directeur exécutif, auto-promotion rurale pour le
 développement durable
 Mme Amina Hajar Zahra, en charge de la mobilisation
 communautaire sur les droits fonciers des femmes
 Mme Katie Minderhoud, responsable de programme, Solidaridad



Organisateurs :
 Helvetas Swiss Intercooperation, Oxfam, Coalition internationale pour
 l'accès à la terre et RECOFTC – Centre d'action pour les peuples et les
 forêts

* Cette session se déroulera uniquement en anglais.

Classement en tant que priorité mondiale des droits communautaires et autochtones sur les terres et les ressources

Cette session sera l'occasion pour les détenteurs de droits, les représentants gouvernementaux, les donateurs, les militants, les conseillers en politique et les activistes de discuter ensemble de la manière dont les droits communautaires et autochtones sur les terres et ressources peuvent être établis comme une priorité mondiale. L'objectif est d'identifier des mesures concrètes visant à améliorer la collaboration dans les mois à venir. Dans le cadre d'une session interactive et participative, nous écouterons une présentation des dernières avancées politiques, notamment les nouvelles mesures de protection de la Banque mondiale, les négociations prévues après 2015, ainsi que le futur UNFCCC COP 21. Nous discuterons également des avancées de mise en œuvre des Directives volontaires sur le foncier et F&G, ainsi que de la manière d'améliorer le soutien politique à ces mesures. Nous ferons le point sur l'évolution de la sensibilisation à ces problèmes tant au niveau mondial que national. Nous identifierons ensuite ensemble les solutions et mesures concrètes nécessaires pour promouvoir des progrès en matière de sensibilisation et de politiques. Cette session s'appuiera sur les collaborations positives établies depuis l'édition précédente de 2013 de la conférence à Interlaken. Il s'agira d'apprendre de ses erreurs et aussi de ses réussites, et de renforcer les liens communautaires entre des acteurs qui partagent un objectif commun. Les participants comprendront ainsi mieux les opportunités politiques, bâtiront de nouvelles alliances et discuteront de manière aussi concrète que possible des actions individuelles et collectives, notamment d'ici au lancement en janvier 2016 de l'appel à l'action mondial en matière de droits fonciers des peuples autochtones et communautés.

Intervenants :

Mme Vicky Tauli-Corpuz, rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
 M. Joseph Simel, directeur exécutif, Manyoito Pastoralist Integrated Development Organization (Organisation du développement intégré pastoraliste Manyoito)
 M. Duncan Pruet, conseiller senior en politique et en droits fonciers, Oxfam
 Mme Joan Carling, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et directrice exécutive du Pacte asiatique

des peuples autochtones (Asian Indigenous Peoples Pact - AIPP)
 M. Samuel Nguiffo, directeur exécutif, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)



Organisateurs :
 Oxfam, Centre pour l'Environnement et le Développement et le Pacte asiatique des peuples autochtones

** Cette session se déroulera uniquement en anglais.*

12:00 - 13:30

Vivace 1

EVENEMENTS ANNEXES

Lancement de la série de vidéos *Territories of Life* et discussion sur *Plan de Vida : Une approche sur le long terme de la protection des territoires autochtones*

Si la reconnaissance des droits des peuples autochtones sur leurs territoires ancestraux est essentielle, elle ne suffit que rarement en soi. Bien souvent, des personnes autochtones, dont les droits sur leurs territoires ont pourtant été reconnus, n'ont d'autre choix que d'adopter une attitude défensive pour parer au plus pressé et protéger leurs territoires, leurs ressources et leurs cultures des menaces externes.

Cet événement annexe est une opportunité d'aborder Plan de Vida (Plan de vie), une approche ambitieuse visant au développement autonome dans les territoires autochtones.

L'événement sera organisé conjointement par Jeremias Tunubala et Liliana Muelas, responsables du Cabildo Misak dans la région de Cauca en Colombie. Mis au point par les Misak au départ, l'approche Plan de Vida (Plan de vie) a depuis été reprise à leur compte par des centaines de personnes autochtones à travers toute l'Amérique du Sud. Lorsqu'il est mené à bien comme il se doit, le Plan de Vida permet de meilleures gestion et défense des territoires autochtones sur la base d'un développement autonome.

L'approche Plan de Vida modifie les règles d'engagement. Au lieu que les peuples autochtones soient contraints de justifier de leur droit d'exister face à des changements sans précédent, eux-mêmes proposent et mettent en œuvre leurs propres visions de l'avenir sur le long terme. Même s'ils sont confrontés à d'énormes déséquilibres et injustices, les peuples autochtones peuvent s'assurer que leurs conversations avec les gouvernements et les organisations aient pour point de départ leur passé, leur présent et l'avenir qu'ils appellent de leurs vœux.

Autre événement annexe : le lancement européen de la série de vidéos Territoires of Life de LifeMosaic, qui regroupe 10 vidéos présentant des histoires illustrant la résistance, la résilience et l'espoir en Amérique latine, en Afrique et en Asie du Sud-Est, les communautés étant aux avant-postes de la ruée mondiale vers les terres. Cette série de vidéos a pour objectif de partager des histoires, des expériences et des idées entre communautés, de servir de point de départ à des discussions et de présenter de nouvelles visions de l'avenir. Elles pourront ainsi soutenir les peuples autochtones dans leur lutte visant à défendre leurs droits, leurs territoires et leurs cultures.

Organisateurs : Cabildo Misak et LifeMosaic

** Cet événement annexe se déroulera en anglais et en espagnol.*

Vivace 3

Renforcement des partenariats afin d'améliorer les capacités de la société civile en matière de gestion des ressources naturelles en Afrique

Les organisations de la société civile (OSC) motivées, innovantes et efficaces jouent un rôle essentiel dans les processus sociaux et institutionnels susceptibles d'apporter des changements durables à la gestion des droits sur les terres et ressources naturelles des communautés. Les capacités et performances en soi des OCS constituent la clé de voûte des efforts mondiaux déployés afin de renforcer et d'améliorer les droits sur les terres et les ressources des communautés et peuples autochtones.

Tout un ensemble de problèmes clés et de tendances viennent limiter l'impact, les capacités et la durabilité des organisations.

Ces cinq dernières années, les OSC ont été soumises à toujours plus de pressions de la part des gouvernements nationaux de nombreux pays, notamment en raison de la promulgation de nouvelles lois qui limitent les informations, le financement et les droits organisationnels de base. Parallèlement, nombreuses sont celles qui se débattent avec des enjeux organisationnels essentiels liés aux ressources humaines et financières, aux compétences techniques, à la stratégie, à la gestion des conseils, à la responsabilité constitutive et au leadership. Le financement externe et les partenariats internationaux fournissent aux OCS des ressources et réseaux essentiels, mais peuvent aussi imposer des contraintes au niveau de la conception et de la mise à disposition du soutien. Ces contraintes se présentent notamment sous la forme de limitations du financement organisationnel de base, ainsi que d'exigences de conformité et de consignation, de soutien sur le court terme par projet, et de formes de renforcement des capacités conçues et fournies de manière inappropriée. Même si la priorité stratégique est donnée au développement et à l'encouragement d'OCS essentielles et puissantes dans le domaine des droits sur les terres et les ressources, il existe des défis importants dans la capacité des partenariats et relations externes à contribuer à y parvenir.

Ces défis internes et externes sont particulièrement vivaces en ce qui concerne les OCS de nombreux pays d'Afrique, du fait du contexte social et politique, ainsi que de la disponibilité des ressources techniques, financières et humaines. Cet événement annexe explorera ces difficultés en s'intéressant en priorité à l'identification des opportunités d'amélioration des partenariats permettant aux OCS africaines d'augmenter leur impact et leur durabilité. Cet événement s'appuiera sur l'étude récemment menée et publiée par Maliasili Initiatives et Well Grounded, ainsi que sur des discussions passées consacrées à ces problèmes à l'occasion d'événements organisés plus tôt cette année, notamment le Forum foncier mondial au Sénégal qui a eu lieu en mai et la conférence sur le renforcement des capacités pour la conservation de l'Afrique qui s'est tenue en juillet au Kenya.

Organisateurs : Maliasili Initiatives et Well Grounded

** Cet événement annexe se déroulera en anglais uniquement.*

Vivace 4**La Gestion foncière de la région du Mékong : Les initiatives en matière de tenure coutumière**

Cet événement annexe sera l'occasion de présenter aux participants le cadre du projet Mekong Region Land Governance (MRLG) cofinancé par l'Agence de Coopération Suisse (SDC), le Ministère allemand de la Coopération Economique (BMZ), et l'Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ). Parmi les activités de base du projet MRLG, l'événement présentera la situation de la tenure coutumière au Cambodge, au Laos, en Birmanie et au Vietnam, ainsi que des initiatives particulières au niveau national et régional, destinées à encourager la reconnaissance de la tenure coutumière conformément aux Directives volontaires sur le foncier. Les efforts du projet MRLG en ce qui concerne les activités régionales sont coordonnés avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Organisateur : LEI et Gret

** Cet événement annexe se déroulera en anglais uniquement.*

Vivace 5**Sensibilité aux conflits : Une priorité pour les organisations de défense des droits sur les ressources naturelles**

Cet événement concerne les priorités et approches visant à faire en sorte que les programmes qui traitent de la gestion des ressources naturelles et des droits correspondants soient sensibles aux conflits. L'expérience montre que de nombreux projets, partant pourtant d'une bonne intention, lorsqu'ils sont menés dans des régions sensibles ou propices aux conflits, rajoutent encore aux risques de conflits violents ou d'insécurité. Ce danger existe en particulier dans les zones où il existe des litiges, notamment en matière de droits et de gestion des terres et des ressources naturelles. En effet, de nombreuses organisations pourtant utiles et actives dans la région ne disposent pas de la sensibilisation, des politiques, des capacités et des systèmes nécessaires pour garantir une sensibilisation adaptée aux conflits.

Au cours de cet événement, deux experts internationaux de la sensibilité aux conflits possédant une expérience de la gestion des ressources naturelles et des litiges en matière de droits présenteront:

les dangers de faire du mal sans le vouloir, les concepts clés, les objectifs et principes à suivre pour garantir la mise au point de programmes sensibles aux conflits, et les directives et systèmes à mettre en place pour y parvenir. Ils présenteront les mesures à prendre pour garantir la sensibilité aux conflits lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes en guise de base à la poursuite de la discussion plénière. Cet événement est commandité par l'Agence suédoise de développement international (ASDI) et organisé par les experts du bureau d'assistance de l'ASDI pour les questions de sécurité humaine, en consultation avec RRI et l'ILC.

Les deux intervenants sont : le professeur Owen Greene, coordinateur du bureau d'assistance de l'ASDI pour les questions de sécurité humaine et professeur de sécurité et de développement internationaux au département d'Études sur la paix de l'Université de Bradford, Royaume-Uni ; et Hesta Groenewald, bureau d'assistance de l'ASDI et conseillère principale (anciennement responsable du programme pour l'Afrique de l'Est) auprès de l'ONG Saferworld. Tous deux possèdent plus de 15 ans d'expérience de ces questions de sensibilité aux conflits et de conception, de mise en œuvre et de révision des politiques et programmes dans les pays sensibles et agités par des conflits.

Organisateur : Bureau d'assistance de l'Agence suédoise de développement international pour les questions de sécurité humaine

** Cet événement annexe se déroulera en anglais uniquement.*

Vivace 6**Donner une impulsion à l'Appel mondial à l'action pour les droits fonciers des Peuples Autochtones et des communautés**

Cette session sera l'occasion pour les participants de poser des questions concernant la manière dont l'Appel mondial à l'action pour les droits fonciers des Peuples Autochtones et des communautés prend de l'élan avant son lancement officiel en 2016. Les membres du groupe de pilotage sur l'appel mondial parleront de leur engagement et de la contribution de cet appel à leur lutte et à leurs efforts de défense dans leur pays respectif. Au cours de cette session, les participants découvriront également la manière dont les difficultés et actions de chaque pays sont mises en commun afin de donner naissance à un mouvement mondial beaucoup plus à

même d'améliorer nettement la reconnaissance des droits fonciers autochtones et communautaires à travers le monde. Joignez-vous à cette session et découvrez la manière dont vous pouvez participer et apporter votre contribution à cet appel mondial !

Organisateur :
Groupe de pilotage de l'Appel mondial à l'action pour les droits fonciers des Peuples Autochtones et des communautés

* Cet événement annexe se déroulera en anglais uniquement.

17:00 - 18:00 **Compte-rendu des sessions stratégiques**

Kursaal Arena

09:00 - 10:30 **PANEL DES PEUPLES AUTOCHTONES**

Kursaal Arena

Stratégies pour la promotion de la bonne gouvernance et des droits fonciers des peuples autochtones dans les initiatives pour faire face au changement climatique

D'ici à la fin de l'année, un nouvel accord mondial sur le climat devrait être conclu à Paris. Davantage de détails seront fournis concernant les plans de financement de la REDD+, ainsi que sur les mesures d'atténuation et d'adaptation. Certains de ces processus devraient largement peser sur les droits de la tenure autochtone au cours des années à venir. Les dernières avancées, notamment la nouvelle ébauche des mesures de protection environnementales et sociales édictées par la Banque mondiale, suscitent énormément d'inquiétudes au sein de la société locale et civile. C'est dans ce contexte que de nombreuses organisations autochtones ont établi des plans afin que leurs inquiétudes soient prises en compte et

fassent l'objet d'une réponse. Ce comité sera l'occasion de connaître les mesures prévues par les groupes autochtones afin de renforcer leur position dans les stratégies et programmes climatiques et leurs propositions visant à ce que leurs droits soient davantage reconnus. Ces groupes, qui seront présents à Paris, feront part de leurs exigences quant à l'accord et aux négociations climatiques.

Présidente : Mme Penny Davies, agent de programme, Fondation Ford

Intervenants :
Mme Vicky Tauli-Corpuz, rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
M. Cándido Mezua Salazar, Alliance Mésoaméricaine des Peuples et Forêts (Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques - AMPB)
M. Edwin Vásquez, coordinateur général, Coordination des Organisations Autochtones du Bassin Amazonien (Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazonica - COICA)
Mme Hindou Oumarou Ibrahim, représentation pour la région du Sahel, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique
Mme Rukka Sombolinggi, secrétaire générale adjointe, Alliance des peuples autochtones de l'archipel (Aliansi Masyarakat Adat Nusantara - AMAN)

11:00 - 12:30 **SESSION PLENIERE**

Kursaal Arena

Vers la pleine reconnaissance des droits fonciers en Amérique latine : Défis et opportunités dans le contexte de la Colombie et du Pérou, deux nouvelles économies émergentes

L'Amérique latine a le plus haut pourcentage de forêts reconnues formellement aux populations autochtones, afro-descendantes et aux communautés, soit 39% de toutes les forêts. Au cours des 30 dernières années, la plupart des pays latino-américains ont adopté des lois et des politiques pour faire avancer les droits fonciers communautaires, certains ayant même entrepris des réformes majeures.

La reconnaissance des droits fonciers communautaires résulte souvent de la pression permanente, de l'influence des mouvements sociaux et de la négociation de longue date des conflits internes entre les communautés, la société civile et le gouvernement.

Malgré ces progrès, l'insécurité foncière et la régression des droits augmentent dans la région. La mise en œuvre des lois existantes a été limitée par un certain nombre de contraintes, y compris le manque de ressources, de moyens et de volonté politique. L'augmentation de la demande mondiale pour les ressources naturelles a mis sous pression les terres communautaires, tandis que les Etats modifient leurs lois et réglementations pour attirer les investissements étrangers dans le secteur des industries extractives. A travers l'étude des cas du Pérou et de la Colombie, ce panel évaluera les enseignements sur les facteurs qui ont empêché la réalisation des droits collectifs, ainsi que de nouvelles possibilités d'accélérer la transition de la tenure et la pleine application des droits des peuples autochtones, Afro-descendants et communautés locales dans la région.

Présidente : Mme Leticia Merino, Fondatrice, Association Internationale pour l'Étude des Biens Communs (IASC), Mexique

Modératrice : Mme Omaira Bolaños, directrice du programme Amérique latine, Initiative des Droits et Ressources

Intervenants :

Mme Johana Herrera Arango, Enseignant-chercheur, Université Javeriana, Colombie

Mme Leonor Zalabata, Leader indigène Arhuaca, Commissaire aux droits de l'homme, Confédération des peuples autochtones Tayrona, Colombie

M. Humberto Campodonico, Directeur du département d'économie, Université Mayor Nacional de San Marcos, Pérou

M. Klaus Quicque, Président, Fédération autochtone de la rivière Madre de Dios et de ses affluents, Pérou

13 : 00 - 14 : 00

EVENEMENTS ANNEXES

Vivace 1

Transparence des transactions foncières : Aperçu de OpenLandContracts.org

OpenLandContracts.org est le premier référentiel en ligne de contrats d'investissement mis à la disposition du public et dans lequel il est possible de faire des recherches. Il traite des projets de grande envergure au niveau foncier, agricole et forestier du monde entier. Ces projets peuvent exercer un impact énorme sur

les utilisateurs fonciers et les communautés locales, ainsi que pour les efforts de développement durable des gouvernements hôtes, tandis que les contrats qui les régissent concernent un vaste éventail de problèmes sociaux et environnementaux, et définissent les responsabilités des gouvernements et investisseurs impliqués. À l'heure actuelle, face au manque généralisé de transparence des contrats et à la capacité limitée d'analyse et de comparaison des accords, on constate d'importantes lacunes dans les connaissances des citoyens, gouvernements hôtes et autres parties prenantes. Le référentiel OpenLandContracts.org, qui est un projet commun du Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI) et de la Banque mondiale, vise à combler ces lacunes.

En vue du lancement formel du référentiel le 7 octobre à New York, le CCSI présentera en avant-première exclusive ce site Web aux participants à la conférence. Cet événement annexe soulignera les caractéristiques de la base de données mettant à disposition les contrats fonciers. Cette base de données proposera des récapitulatifs simplifiés de chaque clause du contrat au niveau social, environnement, fiscal, ainsi qu'en termes de droits de l'homme et d'opération. Elle fournira en outre des outils permettant de comprendre et de comparer les contrats. De plus, cet événement annexe sera l'occasion de mener une brève discussion concernant l'avancement des efforts visant à promouvoir la transparence des contrats qui concernent les investissements fonciers, agricoles et forestiers.

Organisateur : Columbia Center on Sustainable Investment

** Cet événement annexe se déroulera en anglais uniquement.*

Vivace 4

Révolution des données libres : Un paysage des droits fonciers communautaires transformé

Même s'il existe une pléthore d'informations et de données en ligne à propos de la gestion foncière, ces informations sont souvent difficiles à localiser. En outre, bon nombre d'entre elles sont protégées par des copyrights qui en limitent les possibilités de divulgation et de réutilisation. Les connaissances élémentaires issues des groupes de parties prenantes clés sont particulièrement difficiles à trouver, voire peuvent ne pas être disponibles du tout.

De plus, bien souvent les données et informations disponibles sont présentées d'une manière incompréhensible pour les communautés locales, les médias et les ONG. Le Land Portal et ses partenaires travaillent activement à rassembler ces informations, à combler les lacunes et à proposer différentes méthodes de consultation et de partage de ces informations. Ainsi, le portail vise à élargir considérablement les possibilités d'exploitation des informations disponibles. Par la même occasion, il rend les informations proprement dites plus utiles. Le Land Portal est une plate-forme pionnière sur laquelle sont centralisées les données foncières libres. Elle utilise des outils sémantiques pour partager et relier les données, informations et connaissances. Ainsi, le Land Portal est en mesure de publier des données structurées dans des formats standardisés et lisibles par machine selon un système de licences ouvertes que chacun peut réutiliser. Cette initiative devrait aider à faire un usage plus efficace des données et à mieux surveiller les problèmes fonciers. Elle ouvre beaucoup de perspectives concernant l'adoption et l'amélioration des meilleures pratiques et innovations prometteuses. L'objectif ultime du Land Portal est d'améliorer la gestion foncière.

Organisateur : Land Portal

** Cet événement annexe se déroulera en anglais uniquement.*

Vivace 6

Share Fair

Largement relayé, le Share Fair est un événement interactif et collaboratif au cours duquel les participants présentent leurs actions, menées partout dans le monde, de manière informelle et conviviale afin d'en discuter. À l'occasion du Share Fair, les participants ont la possibilité de partager des idées, des expériences, des connaissances et des approches et outils orientés solution. Au cours de cette conférence, ils bénéficient d'un espace de discussion et d'une visibilité qui seraient sinon hors de leur portée. L'objectif du Share Fair est de faciliter le dialogue et d'apprendre dans un contexte hautement interactif et agréable.

La pièce sera agencée sous la forme d'un open space, les tables étant placées le long du mur. Chaque personne/organisation participante se verra allouer un « espace de travail » d'une demi-table pour présenter ses documents et interagir avec les autres

invités de la conférence. Il n'existera pas de structure imposée quant au format ou à la présentation : les invités seront libres de se rendre dans la pièce et de discuter avec les animateurs au gré de leurs centres d'intérêt et à tour de rôle.

Le Share Fair constitue une opportunité de tirer les leçons de différentes organisations concernant les mesures qu'elles prennent afin de progresser en matière de reconnaissance et de mise en œuvre des droits fonciers autochtones et communautaires partout dans le monde. Venez apprendre des autres, participer à des discussions dynamiques, échanger des idées et développer vos relations avec les participants à la conférence.

Organisateur : Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)

14 : 00 - 15 : 30

SESSION PLENIERE

Kursaal Arena

Moment décisif en Afrique : Comment faire du droit foncier une réalité?

Les pays d'Afrique ont entamé une réforme des cadres juridiques coloniaux en vertu desquels la majorité des terres forestières étaient aux mains des gouvernements. Cette session sera l'occasion de présenter les enseignements tirés des pays forestiers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, actuellement engagés dans des processus de réforme de la tenure communautaire, notamment le Cameroun, la République démocratique du Congo et le Liberia. Façonnés par un vaste panel d'acteurs, ces processus de réforme ont pour objet de protéger les droits des communautés locales, des femmes et des peuples autochtones. Ce comité rassemblera ces alliés stratégiques, à savoir notamment des organisations issues de la société civile, des chefs coutumiers, des parlementaires, des peuples autochtones, des femmes et des institutions nationales en charge des réformes, afin de collecter différentes perspectives concernant les enjeux et opportunités en présence dans ces pays. Il permettra également de réfléchir aux stratégies envisageables pour faire avancer ces réformes de la tenure communautaire qui visent le développement durable et la justice sociale.

Président : Honorable Jean-Jacques Zam, coordinateur national, Réseau des Parlementaires pour la Gestion Durable des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale (REPAR)

Modératrice : Mme Solange Bandiaky-Badji, directrice du programme Afrique, Initiative des Droits et Ressources

Intervenants :

Chef Robinson Tanyi, chef coutumier et coordinateur national, Réseau des chefs traditionnels pour la gestion durable des écosystèmes en Afrique centrale (ReCTRAD), Cameroun
Mme Nora Bowier, coordinatrice, Institut de développement durable (Sustainable Development Institute - SDI), Liberia

15 : 30 - 17 : 00

Kursaal Arena

Pleine exploitation du potentiel en Asie : Accélération de la reconnaissance de la tenure foncière communautaire dans deux des plus grandes démocraties au monde

L'Asie compte le plus vaste nombre de communautés autochtones dépendantes de la sylviculture. Les réformes de la tenure communautaire en Asie peuvent bénéficier à plus de 400 millions de personnes. Toutefois, ce potentiel est loin d'être exploité même si la dernière décennie a vu des avancées encourageantes. Au sein de ce comité, nous nous intéresserons en priorité aux processus de réforme de la tenure communautaire dans deux des plus grandes démocraties au monde, à savoir l'Inde et l'Indonésie. Les intervenants exploreront l'impressionnant potentiel non exploité de la tenure communautaire et forestière autochtone, engendré par l'ordonnance de la Cour constitutionnelle de 2013 en Indonésie et par l'adoption de la Landmark Forest Rights Act en Inde. D'après les estimations, plus de 80 millions d'hectares de terrain peuvent passer sous la juridiction des communautés de ces pays, bénéficiant ainsi à plus de 250 millions d'habitants de la forêt et d'autochtones. Des intervenants venus des deux pays parleront des tentatives d'actualisation du potentiel des droits des communautés, ainsi que des obstacles et goulets d'étranglement rencontrés en chemin. Ils aborderont la nécessité d'un soutien mondial, régional et national pour mener à bien cette transformation visant à contribuer à la préservation, au développement durable, à la réduction de la pauvreté et résistance aux changements climatiques dans les paysages forestiers d'Inde et d'Indonésie.

Présidente : Mme Nonette Royo, directrice exécutive, The Samdhana Institute

Modérateur : M. Kundan Kumar, directeur du programme Asie, Initiative des Droits et Ressources

Intervenants :

Mme Rukka Sombolnggi, secrétaire générale adjointe, Alliance des peuples autochtones de l'archipel (Aliansi Masyarakat Adat Nusantara - AMAN), Indonésie
Mme Sandra Moniaga, Commissaire, Commission nationale des droits de l'homme de la République d'Indonésie (Komnas HAM), Indonésie
Dr. Tajamul Haque, directeur, Conseil pour le développement social, Inde
M. Tushar Dash, agent de programme, Vasundhara, Inde

17 : 00 - 18 : 00

Kursaal Arena

Session plénière de fermeture

Conclusion et déclarations de clôture

18 : 30 - 21 : 00

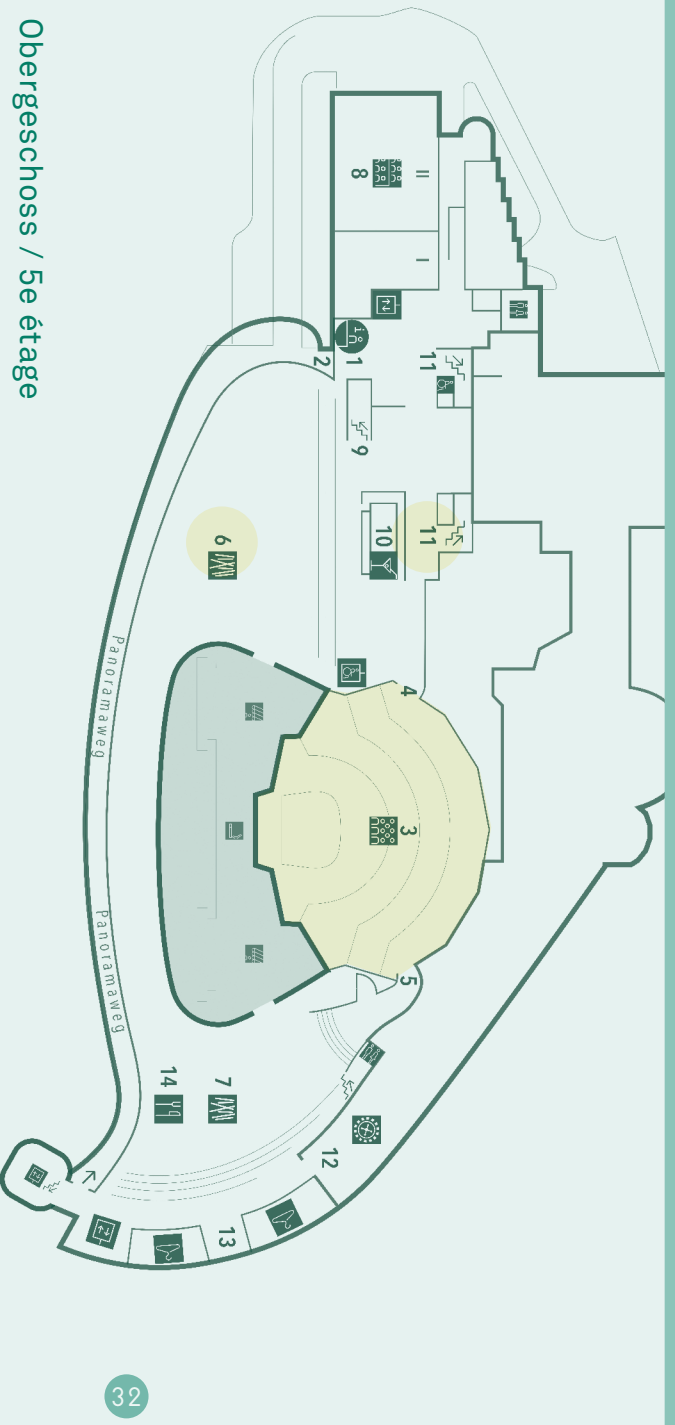
Vivace 6

ATELIER

S'assurer de la sensibilité aux conflits des organisations de défense des droits sur les ressources naturelles : Mise au point de politiques institutionnelles, de capacités et de systèmes

Cet atelier vise à proposer un enseignement de base et une formation aux sujets suivants : (i) Principes et priorités garantissant que les programmes de gestion des ressources naturelles et relatifs aux problèmes de droits sont sensibles aux conflits et (ii) priorités, systèmes et directives à destination des organisations afin qu'elles veillent à ce que leurs programmes et activités dans ces zones à problèmes soient conçus et mis en œuvre de manière à assurer une sensibilité aux conflits adéquate.

Cet atelier sera l'occasion de présenter les concepts, principes, méthodes et directives génériques de sensibilité aux conflits. Toutefois, il sera personnalisé et consacré aux problèmes de sensibilité aux conflits en référence aux organisations et programmes liés à la gestion foncière et à la gestion des autres ressources naturelles, ainsi qu'aux problèmes de droits, en particulier dans les



A yellow-tinted photograph of a field with people working in the background. The image is heavily blurred and has a strong yellow color cast. In the upper portion, three figures wearing wide-brimmed hats are visible, seemingly engaged in agricultural work. The foreground is filled with dense, low-lying vegetation.

DE LA RHETORIQUE À L'ACTION

RENFORCEMENT DES DROITS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES

DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS

communitylandrights.org